

**Décrets de reconnaissances en AOC viticoles publiés au
Journal Officiel de la République française en 1936.
(Informations extraites de l'INAO en date du 03 mai 2016)**

APPELLATION D'ORIGINE	DATE DE RECONNAISSANCE
Arbois	Décret du 15 mai 1936
Tavel	Décret du 15 mai 1936
Monbazillac	Décret du 15 mai 1936
Cognac	Décret du 15 mai 1936
Cassis	Décret du 15 mai 1936
Châteauneuf-du-Pape	Décret du 15 mai 1936
Château-Chalon	Décret du 29 mai 1936
Frontignan	Décret du 31 mai 1936
Champagne	Décret du 29 juin 1936
Armagnac	Décret du 6 août 1936
Banyuls	Décret du 6 août 1936
Maury	Décret du 6 août 1936
Rivesaltes	Décret du 6 août 1936
Côtes d'Agly (1*)	Décret du 6 août 1936
Côtes de Haut-Roussillon (2*)	Décret du 6 août 1936
Quincy	Décret du 6 août 1936
Bergerac	Décret du 11 septembre 1936
Pommard	Décret du 11 septembre 1936
Beaune	Décret du 11 septembre 1936
Nuits ou Nuits-Saint-Georges	Décret du 11 septembre 1936
Vosne-Romanée	Décret du 11 septembre 1936
Romanée-Saint-Vivant - Richebourg - Romanée-Conti - Romanée - La Tâche	Décret du 11 septembre 1936
Chambolle-Musigny	Décret du 11 septembre 1936
Musigny	Décret du 11 septembre 1936
Gevrey-Chambertin	Décret du 11 septembre 1936
Chénas	Décret du 11 septembre 1936
Chiroubles	Décret du 11 septembre 1936
Fleurie	Décret du 11 septembre 1936
Mercurey	Décret du 11 septembre 1936
Montagny	Décret du 11 septembre 1936
Morgon	Décret du 11 septembre 1936
Moulin-à-Vent	Décret du 11 septembre 1936
Pouilly-Fuissé	Décret du 11 septembre 1936
Loupiac	Décret du 11 septembre 1936
Cérons	Décret du 11 septembre 1936
Sainte-Croix du Mont	Décret du 11 septembre 1936
Sauternes	Décret du 11 septembre 1936
Barsac	Décret du 11 septembre 1936
Blaye	Décret du 11 septembre 1936
Côtes de Blaye	Décret du 11 septembre 1936
Premières Côtes de Blaye	Décret du 11 septembre 1936
Bourg - Côtes de Bourg - Bourgeais	Décret du 11 septembre 1936
Bordeaux	Décret du 14 novembre 1936
Saint-Emilion	Décret du 14 novembre 1936
Saint-Georges-Saint-Emilion	Décret du 14 novembre 1936
Puisseguin-Saint-Emilion	Décret du 14 novembre 1936
Montagne-Saint-Emilion	Décret du 14 novembre 1936
Lussac-Saint-Emilion	Décret du 14 novembre 1936
Parsac-Saint-Emilion (3*)	Décret du 14 novembre 1936
Médoc	Décret du 14 novembre 1936
Haut-Médoc	Décret du 14 novembre 1936
Saint-Julien	Décret du 14 novembre 1936
Saint-Estèphe	Décret du 14 novembre 1936
Pauillac	Décret du 14 novembre 1936
Anjou - Anjou-Saumur - Saumur	Décret du 14 novembre 1936

Muscadet Sèvre-et-Maine - Muscadet Coteaux de la Loire	Décret du 14 novembre 1936
Sancerre	Décret du 14 novembre 1936
Fixin	Décret du 8 décembre 1936
Morey-Saint-Denis	Décret du 8 décembre 1936
Clos de la Roche - Clos-Saint-Denis - Bonnes Mares	Décret du 8 décembre 1936
Pernand-Vergelesses	Décret du 8 décembre 1936
Santenay	Décret du 8 décembre 1936
Savigny	Décret du 8 décembre 1936
Vougeot	Décret du 8 décembre 1936
Pomerol	Décret du 8 décembre 1936
Lalande de Pomerol	Décret du 8 décembre 1936
Néac (4*)	Décret du 8 décembre 1936
Vouvray	Décret du 8 décembre 1936
Saint-Péray	Décret du 8 décembre 1936
Château-Grillet	Décret du 8 décembre 1936
Jurançon	Décret du 8 décembre 1936

(1*)- Côtes d'Agly : Lors de la reconnaissance des A.O.C. VDN, les vignerons élaboraient du Muscat de Maury, Muscat de Banyuls, du Muscat des Côtes d'Agly, du Muscat de Rivesaltes. En 1956, tout ceci fut interdit et à la place naquit l'A.O.C. Muscat de Rivesaltes.

(2*)- Côtes du Haut-Roussillon : 1936 pour les vins doux naturels. Aujourd'hui Rivesaltes.

(3*)- Parsac-Saint-Émilien : L'aire AOC de Parsac-Saint-Émilien a été abrogée en 1993 et intégrée à Montagne-Saint-Émilien.

(4*)- Néac : En 1926, un jugement interdit aux producteurs de Néac et de Lalande de Pomerol de vendre leurs vins sous l'appellation Pomerol.

Le 8 décembre 1936, l'appellation d'origine contrôlée est créée en même temps que celle de Lalande Pomerol. Le décret du 2 septembre 1954 rattache l'AOC Néac à celle de Lalande de Pomerol. La dernière révision du décret d'appellation Néac date du 15 décembre 1994.

Cette appellation théoriquement existerait toujours, mais celle-ci est absente de la révision des différents cahiers des charges définissant les appellations d'origine contrôlée depuis 2011 et absente de la liste des appellations d'origine protégée officielle. On pourrait donc en conclure que l'appellation Néac a disparu de manière officieuse le 1er janvier 2012.